

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**OBJET DU MARCHE MAR25-29
PRESTATIONS DE TRAITEUR POUR FRANCE EDUCATION
INTERNATIONAL (FEI)**

Table des matières

ARTICLE 1 – DEFINITIONS	4
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE.....	4
ARTICLE 5 – FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 7- INTERLOCUTEURS	6
7.1 Interlocuteurs	6
7.2 Suivi du marché	6
ARTICLE 8 – ROLE DE CONSEIL DU PRESTATAIRE.....	6
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’EXECUTION	6
9.1 Obligations de résultat	6
9.2 Traitement des données – confidentialité	7
9.3 Sécurité et clauses sanitaires	7
9.4 Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail	8
9.5 Présence de personnel de service	8
ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE	8
10.1 Emission des bons de commande.....	8
10.2 Délai et durée des bons de commande	9
10.3 Modification et annulation des bons de commande	9
ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....	9
11.1 Contenu des prix	9
11.2 Révision des prix.....	10
11.3 Clause butoir	11
11.4 Clause de sauvegarde	11
ARTICLE 12 – CONDITIONS DE LIVRAISON, ENLEVEMENT, REMISE EN ETAT, REPRISE, VERIFICATION ET ADMISSION	11
ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT	11
13.1 Délai de règlement	11

13.2 Conditions de facturation	12
13.2.1 Mentions obligatoires	12
13.2.2 Supports de facturation	12
13.3 Avance	12
13.4 Acomptes	13
ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION	13
ARTICLE - 15 DEVELOPPEMENT DURABLE	14
15.1 Clause sociale générale et d’insertion	14
15.2 Clause environnementale	15
15.2.1 Origine et qualité des produits dans le cadre de la prestation	15
15.2.2 Limitation de l’impact environnemental	16
15.2.3 Lutte contre le gaspillage alimentaire	16
15.2.4 Entretien et hygiène	16
15.2.5 Gestion et traitement des déchets produits dans le cadre de la prestation	16
ARTICLE 16- PENALITES	16
16.1 Règle générale	16
16.2 Description des pénalités	17
ARTICLE 17- EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE	18
17.1 Exécution par un autre prestataire en cas d’impossibilité pour le titulaire pour le titulaire de rang 2 d’assurer la commande	18
17.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants	18
17.3 Exécution auprès des EA ou ESAT	18
ARTICLE 18 - RESILIATION	18
ARTICLE 19- MODIFICATION DU MARCHE - CLAUSES DE REEXAMEN	19
19.1 Règles générales	19
19.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles	19
ARTICLE 20 - SUSPENSION DU MARCHE EN COURS D’EXECUTION	20
ARTICLE 21 – LANGUE	21
ARTICLE 22 – MONNAIE	21
ARTICLE 23 – LITIGES	21
ARTICLE 24 – INSTANCE CHARGEES DES RECOURS	21
ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS	21

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Le contrat est un marché public conformément au Code de la commande publique.
L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur.
Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de traiteur pour les besoins de France Education International (FEI).

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti conformément aux dispositions de l'article L2113-11 du Code de la commande publique dans la mesure où les prestations sont insécables, que la dévolution en plusieurs lots séparés rendrait techniquement plus complexe l'exécution des prestations.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

La durée du présent marché est de douze (12) mois à compter de la notification.

Il peut être tacitement reconduit trois (3) fois pour une période de douze (12) mois chacune.

En cas de non-reconduction, l'acheteur adresse au titulaire un message depuis la plateforme des achats de l'État, en respectant un préavis de deux (2) mois avant le terme de la période en cours, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

ARTICLE 5 – FORME DU MARCHE

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 2° et R.2123-1 3° du Code de la commande publique.

Le présent contrat utilise la technique de l'accord-cadre en application des articles L.2125-1 1° et R.2121-8 dudit Code.

L'accord-cadre est multi-attributaires et donnera lieu à la conclusion de bons de commande en application de l'article R.2162-2 et dans les conditions déterminées aux articles R. 2162-1 à 10 dudit Code.

Le marché est attribué à un maximum de deux opérateurs économiques. Les bons de commande sont adressés au titulaire classé en première position. En cas de défaillance du titulaire classé premier, le titulaire classé second pourra être sollicité.

En cas d'offre régulière unique, le marché est exécuté sous la forme d'un marché mono-attributaire.

Fondé sur l'article R.2162-4 2° dudit Code, le marché est conclu sans montant minimum.

Le montant maximal sur la durée maximale du marché est fixé comme suit : 400 000€HT.

Le présent marché cessera automatiquement de produire ses effets lorsque le montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur. Toute prestation commandée avant que les parties aient constaté l'atteinte du montant maximum doit être exécutée.

ARTICLE 6 – ORDRE DE PRIORITE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, dans sa version définitive,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services publié au JO du 1er avril 2021. Ce document peut être téléchargé librement à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

- Les informations techniques indiquées dans le cadre de réponses techniques (CRT),
- L'offre technique.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre ci-dessus. Toute clause portée dans les documents de référence du candidat (catalogue, tarif ou autre documentation), contraire aux dispositions des documents contractuels précédemment cités, est réputée non écrite. Il en va ainsi, notamment, des conditions générales de vente.

Tout ajout ou modification des pièces contractuelles citées ci-dessus à l'initiative des candidats intégrera l'ordre de priorité afférent à l'offre technique du candidat.

ARTICLE 7- INTERLOCUTEURS

7.1 Interlocuteurs

Un référent métier et un référent achat sont désignés en interne à FEI. Ils seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire pour l'exécution du marché, et mettront éventuellement en place avec lui des procédures de suivi.

Le titulaire a l'obligation de désigner dès la mise en place du marché et à l'attention des référents du marché un ou des correspondants en charge des prestations :

- pour le suivi administratif des commandes de FEI ;
- pour le suivi technique des prestations avec les référents du marché ;
- pour la gestion des factures, si le service est différencié.

Le titulaire communique au plus tard le(s) nom(s) et coordonnées des interlocuteur(s) au début de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à informer la Direction des achats et du pilotage de la dépense de tout changement d'interlocuteur(s).

7.2 Suivi du marché

Dès la notification du marché, une réunion de lancement sera prévue en présentiel ou visioconférence, entre les différents interlocuteurs afin de présenter les modalités de pilotage et de réalisation des prestations.

Sous réserve de reconduction tacite, des réunions de suivi annuelles seront organisées au cours de l'exécution du marché. Par ailleurs et en cas de difficulté, une nouvelle réunion pourra être provoquée.

ARTICLE 8 – ROLE DE CONSEIL DU PRESTATAIRE

Le prestataire assure un rôle de conseil auprès de FEI.

Il conseille notamment l'acheteur sur le nombre de boissons adapté à la prestation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION

Le titulaire est responsable de tout dommage causé à toute personne ou à tout bien à l'occasion de l'une des prestations dont il a la charge au titre du présent marché.

FEI se réserve le droit d'exécuter lui-même, ou de faire exécuter, pour le compte du titulaire la réparation des dommages causés.

9.1 Obligations de résultat

Le présent marché est soumis à une obligation de résultat qui concerne notamment le respect des horaires des prestations, le respect des quantités, la qualité des produits, la communication des informations liées à la composition des prestations et à la traçabilité des produits ainsi que le respect de la qualité de la prestation de service.

Le titulaire met à disposition de FEI les moyens humains, techniques et logistiques afin d'assurer les prestations. A ce titre, il doit disposer d'une capacité technique et logistique de préparation et d'organisation des différentes prestations.

9.2 Traitement des données – confidentialité

Chaque partie est tenue au respect des règles européennes et françaises applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de la prestation et notamment de l'article 5 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses personnels et ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de la prestation. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas de manquement par le titulaire, ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en vertu de l'article 41 du CCAG-FCS.

9.3 Sécurité et clauses sanitaires

Le titulaire exécute la prestation dans les conditions de sécurité et d'hygiène conformément aux règles en vigueur tant pour les biens que pour les personnes. Il s'engage à respecter les règles de sécurité en vigueur au sein de FEI dans le cadre des prestations demandées. Toute intervention doit être réalisée par du personnel qualifié, avec les moyens matériels adéquats, dans le respect de la législation sur le travail notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

Le titulaire veille au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit être en mesure de le justifier sur simple demande en cours d'exécution du marché.

Les denrées utilisées dans la préparation des prestations doivent respecter les dispositions de tous les textes en vigueur notamment en matière de prescription de sécurité des denrées alimentaires et des boissons, d'hygiène des boissons et des denrées alimentaires végétales comme animales, de transport des denrées alimentaires et de restauration collective, soit générales, soit particulières à chacune d'entre elles.

Par ailleurs, le titulaire doit posséder les agréments nécessaires à la réalisation de son activité. Il informe FEI de tout changement lié à la détention de ces derniers.

L'acheteur se réserve le droit de vérifier ou de faire contrôler les installations du titulaire et le respect par ce dernier de la chaîne de froid et/ou de la liaison chaude/froide.

Le titulaire s'engage à fournir des boissons et denrées alimentaires « saines » ; le choix et la responsabilité des moyens mis en œuvre pour y parvenir lui appartiennent. Il s'engage par ailleurs à respecter les obligations d'autocontrôle régulier en fonction des risques alimentaires, et à veiller à ce que le personnel travaillant dans les locaux où circulent les boissons et denrées alimentaires suivent une formation continue relative à l'hygiène applicable aux produits précités. Dès lors qu'il soupçonne ou a connaissance d'un risque avéré d'intoxication alimentaire résultant de denrées servies, le titulaire informe immédiatement l'acheteur par tout moyen.

9.4 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de FEI.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et restent responsable du respect de celles-ci.

9.5 Présence de personnel de service

Lorsque la prestation requiert la présence de personnels, le titulaire fournit le personnel de service nécessaire et adapté à l'exécution de la prestation.

Le titulaire veille à ce que son personnel dispose d'une tenue correcte qui permette son identification et à un comportement courtois et discret de ce dernier.

Sur demande de l'acheteur, le titulaire communique la liste des différents personnels.

ARTICLE 10 – MODALITES DE COMMANDE

En application de l'article 5 du présent document et, sous réserve d'un nombre suffisants d'opérateurs économiques, le marché est attribué à un maximum de deux opérateurs économiques.

Dans ce cadre, le titulaire classé premier, titulaire de rang 1, sera consulté à la survenance d'un besoin et le bon de commande adressé.

En cas de défaillance du titulaire de rang 1, le titulaire de rang 2, pourra être sollicité. La défaillance s'entend comme une absence de disponibilité du titulaire pour la prestation et une absence de réponse de la part du titulaire dans les 72h à compter de la sollicitation (demande de devis et/ou envoi du bon de commande).

10.1 Emission des bons de commande

Les bons de commande, sont émis au fur et à mesure de la survenance du besoin par les différents services de FEI, sur la base des montants indiqués dans le BPU. Ils comportent les éléments suivants :

- La référence du marché,
- Le numéro du bon de commande qui devra figurer sur le bon de livraison le cas échéant,
- La désignation de la prestation),
- La quantité commandée,
- Les prix unitaires en euros HT et TTC correspondant,

- Le taux et le montant des taxes,
- Le montant total du bon de commande en euros HT et TTC,

L'acheteur, qui le souhaiterait, peut demander au titulaire l'établissement d'un devis, préalablement à l'envoi du bon de commande, sans facturation complémentaire. Le titulaire remet un devis à l'acheteur dans un délai de 72h à compter de la sollicitation.

10.2 Délai et durée des bons de commande

Le délai d'exécution de chaque commande partira à compter de l'envoi du bon de commande correspondant.

Il sera au minimum de 48h pour une prestation réalisée en semaine et de 72h pour une prestation réalisée le samedi. Il s'entend de l'envoi du bon de commande à la réalisation de la prestation.

En cas d'absence de disponibilité et/ou de confirmation au bon de commande transmis par le titulaire de rang 1 dans un délai de 72h, le titulaire de rang 2 pourra être sollicité.

Les bons de commande peuvent être émis au titre du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché et les prestations pourront être réalisées dans un délai de 3 mois après la fin du marché.

10.3 Modification et annulation des bons de commande

L'acheteur se réserve la possibilité d'annuler ou modifier un bon de commande, sans facturation par le titulaire, dès lors que cette annulation ou modification intervient dans un délai de :

- 48h pour une prestation réalisée en semaine ;
- 72h pour une prestation réalisée le samedi.

Ce délai démarre à compter de la réception du bon de commande par le titulaire jusqu'à une date limite avant l'exécution de la prestation.

ARTICLE 11 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

11.1 Contenu des prix

Les prix sont fermes et révisables, définitifs, et réputés comprendre toutes charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18 du CCAG-FCS relatifs aux matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le marché est traité à prix unitaires sur la base des montants inscrits au bordereau des prix unitaires (BPU).

11.2 Révision des prix

Les prix sont fermes pendant 12 mois à compter de la notification puis révisables, à la hausse comme à la baisse, tous les 12 mois d'exécution par application de la formule de révision ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres indiqué en page de garde du règlement de consultation. Ce mois est appelé « mois zéro ». Le mois zéro est mai 2025.

Dans le cas où la valeur connue d'un indice précisée dans une formule n'est pas publiée à la date de révision, la dernière valeur définitive publiée connue sera prise en compte pour le calcul du prix de règlement.

Les arrondis sont réalisés sur le résultat du calcul. Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur conformément à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS.

En complément de cet article, le prix révisé est arrêté et exprimé avec deux chiffres après la virgule selon la méthode suivante :

- Si le troisième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime supérieur ;
- Si le troisième chiffre après la virgule est inférieur à 5, l'arrondi est réalisé au centime inférieur.

Les prix utilisés dans les formules sont hors TVA.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 (I/I_0))$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé
- P₀ = Prix initial à la valeur du mois zéro
- I = Valeur du mois de l'année de révision en cours - 12 mois, telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766412>
- I₀ = Valeur du mois zéro - 12 mois, telle que publiée par l'INSEE sur le site suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766412>

I correspond à l'Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 56.21 – Services de traiteurs Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766412

Les révisions suivantes seront calculées à partir des derniers prix et indice révisés, selon la formule suivante :

$$P = P_r (0.15 + 0.85 (I/I_0))$$

Dans laquelle :

- P_r = Prix issu de la dernière révision

- Io = Indice révisé issu de la dernière révision

La révision sera adressée par le titulaire dans le mois précédent le mois de révision. Sous réserve de la clause de sauvegarde, les tarifs seront réputés acceptés en cas de silence 15 jours après réception.

En cas de modification du contrat qui comporterait de nouveaux prix, ces derniers seront révisés dans les conditions suivantes :

- Il faut qu'un délai d'un an se soit écoulé entre la notification de la modification et la date de révision ;

- La révision se calcule selon la même formule et à la même échéance que les prix du marché.

11.3 Clause butoir

L'application des dispositions qui précèdent ne pourra conduire à une augmentation des prix unitaires supérieure à 10% sur une période de 12 mois.

11.4 Clause de sauvegarde

FEI se réserve le droit de dénoncer le marché en cours d'exécution, sans indemnité pour le titulaire, en cas d'augmentation des tarifs supérieure à 12% sur une période de 12 mois.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE LIVRAISON, ENLEVEMENT, REMISE EN ETAT, REPRISE, VERIFICATION ET ADMISSION

Les conditions liées à la livraison, enlèvement, remise en état et reprise des fournitures sont décrites dans le CCTP.

Les conditions liées aux vérifications et à l'admission de la prestation sont décrites à l'article 14 du présent CCAP.

ARTICLE 13 – MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements sont effectués après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique, le mode de règlement retenu est le virement avec mandatement administratif, dans le délai global de règlement de 30 jours, décompté à partir de la plus tardive des deux dates suivantes : date de certification du service fait, date de réception de la facture jugée recevable.

FEI se libère des sommes dues en exécution du présent marché en les faisant porter au crédit du compte ouvert au nom du prestataire dont les références figurent à l'acte d'engagement ou à tout autre compte que le titulaire désignerait ultérieurement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai précité.

Conformément aux articles R.2192-31 à 36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

13.2 Conditions de facturation

13.2.1 Mentions obligatoires

Les factures devront porter les mentions légales accompagnées des indications suivantes :

- Le numéro du présent marché ;
- Le numéro de l'engagement juridique commande ;
- La désignation selon la formule figurant au BPU et la date de la prestation de service ;
- Le prix HT et le montant de la TVA.

13.2.2 Supports de facturation

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire est tenu de respecter le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les professionnels qui émettent des factures à destination de l'État, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs. Depuis le 1er janvier 2020, la facture électronique est obligatoire pour toutes les entreprises.

Le titulaire se rendra à cette fin sur la plateforme gratuite et sécurisée, CHORUS PRO, mise à disposition par l'État, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le numéro SIRET de l'établissement est le : 180 043 069 00012.

Les modalités de facturation sont susceptibles d'évolution selon les dispositions réglementaires de la dématérialisation.

Toute facture parvenue avant l'admission définitive des prestations est renvoyée au titulaire et donnera lieu à l'établissement d'une nouvelle facture.

13.3 Avance

Le montant et les modalités de versement des avances sont précisés ci-après :

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance est porté à 10% si l'accord-cadre lie le pouvoir adjudicateur à une PME.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %. Conformément à l'article R.2191-9 du Code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du marché.

Conformément aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance forfaitaire commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant du marché et doit être terminé lorsque le dit montant atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Conformément à l'article R.2191-6 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, les dispositions des articles R.2191-15 et s. du Code de la commande publique sont applicables.

13.4 Acomptes

Conformément à l'article R.2391-21 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R.2191-32 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2391-22 du Code de la commande publique, la périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Lorsque le titulaire du marché est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article R.2151-13 du Code de la commande publique, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce délai est ramené à un mois sur demande du titulaire du marché, pour les marchés de fournitures et de services.

ARTICLE 14 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les prestations répondront aux exigences formulées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées par la personne habilitée à réceptionner les prestations au moment-même de la livraison et au plus tard en fin d'exécution de la prestation.

En complément à l'article 29 du CCAG-FCS, dans le cadre de ces vérifications, le titulaire présentera un bon de livraison au réceptionnaire FEI. Sur le bon de livraison, l'heure et le contenu de la livraison seront inscrits après avoir été constatés de manière contradictoire par le titulaire et le réceptionnaire de FEI. Un double de ce bon de livraison sera conservé par chacune des parties.

La décision suivant les opérations de vérification est prise conformément aux articles 30 et suivants du CCAG-FCS.

En dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de sept jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

ARTICLE - 15 DEVELOPPEMENT DURABLE

15.1 Clause sociale générale et d'insertion

La clause sociale d'insertion a pour finalité de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières. A ce titre, le titulaire est invité à faire appel à une ou plusieurs personnes relevant de cette catégorie :

- Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'État ;
- Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail.

La présente clause est incitative, il n'est pas prévu d'exiger un minimum d'heures travaillées.

Le titulaire reste soumis aux dispositions du Code du travail (article L.1224-1 notamment) et, le cas échéant, de la convention collective applicable à la branche professionnelle.

Il détermine librement les missions qui sont confiées aux personnes travaillant au titre de la présente clause, dans la mesure où elles sont directement affectées à l'exécution des prestations objet du marché et compatibles avec l'action d'insertion. Les personnes répondant aux critères de l'action d'insertion et déjà employées dans l'entreprise depuis moins de trois mois, sont recevables au regard de la présente clause.

La mise en œuvre de la clause d'insertion professionnelle peut s'effectuer de trois manières :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).

Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de 2 ans ;

- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;

- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Le titulaire est par ailleurs invité, à travers l'exécution des prestations, à promouvoir le progrès social, favoriser l'inclusion et promouvoir l'égalité femmes-hommes.

Le titulaire rend compte de la mise en œuvre de la clause sociale générale et d'insertion lors de la réunion de suivi annuelle.

15.2 Clause environnementale

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement. Le titulaire rend compte de la mise en œuvre de la clause environnementale lors de la réunion de suivi annuelle.

Dans le cadre des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à :

- réduire les prélèvements des ressources ;
- fournir la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- mener des actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- réaliser des économies d'énergie et contribuer au développement des énergies renouvelables ;
- sensibiliser les intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

15.2.1 Origine et qualité des produits dans le cadre de la prestation

Les OGM ne sont autorisés ni dans les préparations culinaires, ni dans les aliments et boissons fournis dans le cadre du présent marché.

L'approvisionnement, en circuit d'approvisionnements durables afin de minimiser l'empreinte carbone de la prestation, et la fourniture des produits contribuant à la protection de l'environnement (vaisselle et emballages écologiques, recyclés et/ou biodégradables et/ou recyclables) seront appréciés.

Les produits utilisés seront des produits de saison et au maximum des produits frais. Les produits finis congelés ne sont pas autorisés.

Le titulaire proposera le plus souvent possible des produits issus de l'agriculture biologique ou s'inscrivant dans un label de qualité et durable.

L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a interdit depuis le 1er janvier 2020 l'utilisation de vaisselle jetable en plastique. Seule peut être distribuée la vaisselle jetable compostable en compostage domestique et constituée pour tout ou partie de matière biosourcée. Le décret du 30 août 2016 précise la teneur en matière biosourcée de la vaisselle jetable compostable autorisée qui devait augmenter de façon progressive : 50% en janvier 2020 ; 60% en janvier 2025.

Pour cela, le titulaire s'engage à fournir de la vaisselle et des couverts écologiques recyclés et/ou biodégradables jetables (bois, amidon, bambou, etc.). Toute vaisselle jetable en plastique à usage unique (assiettes, couverts, gobelets, pailles, bâtonnets mélangeurs, etc.) est interdite.

15.2.2 Limitation de l'impact environnemental

Le titulaire vise à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. Il réalise des actions de sensibilisation au sein de ses équipes en vue de limiter l'impact environnemental.

Le titulaire adapte ses prestations en fonction de la communication effectuée en interne.

Dans un souci de lutte contre la déforestation importée en application de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (<https://www.ecologie.gouv.fr/lutte-deforestation-importee-SNDI>), le titulaire est tenu à limiter au maximum le recours à des produits industriels dont la confection a nécessité l'utilisation d'huile de palme et de coco.

15.2.3 Lutte contre le gaspillage alimentaire

Dans un souci de sobriété et de réduction des prélèvements de ressources, le titulaire réalise ces prestations en luttant contre le gaspillage alimentaire.

Le don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives ou tout autre organisme sera apprécié par l'acheteur. Les produits concernés sont les produits n'ayant pas subi une rupture de chaîne du froid.

15.2.4 Entretien et hygiène

Durant l'exécution de la prestation, le titulaire est tenu d'utiliser des produits d'hygiène écologiques ou biosourcés, ou les moins impactant sur l'environnement.

15.2.5 Gestion et traitement des déchets produits dans le cadre de la prestation

Le titulaire supprime les emballages superflus dès lors que cela n'affecte pas la qualité du produit.

Le titulaire s'engage à laisser le site de livraison vierge de tout déchet produit par la prestation (hors prestation des plateaux repas). Les déchets d'emballage sont repris par le titulaire sans surcoût.

En cas de non-respect de ces obligations, l'acheteur se réserve le droit de confier les opérations de nettoyage et d'enlèvement des déchets à une entreprise tierce, la dépense en résultant étant à la charge du titulaire défaillant.

ARTICLE 16- PENALITES

16.1 Règle générale

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS :

- l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités ;
- le titulaire encourt, sans invitation par écrit, les pénalités définies ci-après.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 100€ qu'il s'agisse de pénalités de retard ou hors retard (facturation, nettoyage, règles sanitaires et hygiène, etc.).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 30 % du montant total du bon de commande hors cas de non-réalisation de la prestation.

Les pénalités sont forfaitaires et cumulables. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

En cas de non-conformité des prestations, l'acheteur peut appliquer les pénalités prévues à l'article 16, le service ou collègue se réserve le droit de rejeter totalement ou partiellement les prestations non-conformes.

16.2 Description des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités suivantes :

Nature des pénalités	Montant des pénalités
Retard de livraison et d'exécution de la prestation (livraison, dressage et/ou service) dès 30 minutes jusqu'à 1 heure par rapport à l'heure indiquée sur le bon de commande.	20% du montant du bon de commande
Prestation non réalisée : - Retard au-delà de 1 heure par rapport à l'heure indiquée sur le bon de commande de la livraison et d'exécution de la prestation ; - Absence de livraison et /ou d'exécution de la prestation	30% du montant du bon de commande
Livraison non-conforme, pour tout ou partie, aux indications du bon de commande et/ou aux documents du présent marché	20% du montant du bon de commande
Non-respect des règles sanitaires et d'hygiène : - denrées fournies par le titulaire périmées ou avariées ; - intoxication alimentaire due à l'ingestion des denrées fournies par le titulaire ; - tout autre non-respect des règles sanitaires et d'hygiène constaté par l'acheteur	- 250€ par constat - 1 000€ par victime - 250€ par constat
Non-respect des règles de sécurité Comportement inapproprié du personnel du titulaire	100€ par constat
Non-remise en état des lieux à l'issue de la prestation par le titulaire dans les délais prévus à l'article 7.2 du CCTP	30% du montant du bon de commande par constat de non-remise en état
Indisponibilité répétée : à partir de 20% des prestations ou sollicitations par semestre Absence de réponse à une sollicitation écrite	100€ par constat 200€ par constat
Non-respect de la clause environnementale	100€ par constat

ARTICLE 17- EXECUTION PAR UN AUTRE PRESTATAIRE

17.1 Exécution par un autre prestataire en cas d'impossibilité pour le titulaire pour le titulaire de rang 2 d'assurer la commande

En cas d'impossibilité pour le titulaire de second rang d'assurer la prestation dans les délais contractuels, ce dernier est tenu d'avertir par écrit le référent métier ou le service ou collègue à l'origine de la demande dans les meilleurs délais et dans tous les cas avant la fin des délais contractuels prévus

L'acheteur se réserve le droit d'annuler la commande par écrit porté à la connaissance du titulaire par un courriel indiquant le motif de l'annulation.

L'annulation de la commande par l'acheteur doit intervenir dans un délai de 48h à compter de la réception de l'écrit du titulaire attestant de l'impossibilité d'assurer la prestation dans le délai prévu.

Déliée de l'exclusivité auprès du titulaire, FEI pourra alors faire appel à un autre prestataire pour assurer la prestation.

17.2 Exécution par un autre prestataire pour besoins occasionnels de faibles montants

FEI peut s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du lot du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1% du montant total du marché, ni la somme de 10 000 euros HT.

17.3 Exécution auprès des EA ou ESAT

En lien avec les objectifs de développement durable précités, FEI est susceptible de commander des prestations relevant du périmètre du marché auprès d'entreprises adaptées (EA), établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou structures équivalentes employant des personnes handicapées au sens de la loi n°2005-102 du 11 février 2005.

Dans ce cas, FEI est déliée de l'exclusivité d'achat auprès du titulaire.

ARTICLE 18 - RESILIATION

La résiliation s'appliquera selon les conditions des articles 38 et s. du CCAG-FCS.

Dans le cadre de l'article 43 du CCAG-FCS, l'acheteur établit et notifie un décompte de résiliation au titulaire.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS, l'acheteur a la faculté de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire dans les deux hypothèses suivantes :

- Lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou ordres de service ou en cas d'inexécution d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard ;
- En cas de résiliation prononcée aux torts du titulaire.

Au moment de la résiliation du marché, les prestations non servies et ayant donné lieu à paiement au moment de la résiliation du marché font l'objet d'un remboursement par virement administratif sur le compte de l'Agence comptable de FEI.

ARTICLE 19- MODIFICATION DU MARCHÉ - CLAUSES DE REEXAMEN

19.1 Règles générales

Le présent marché est susceptible d'évoluer du fait de contraintes internes à FEI, du fait de contraintes sanitaires françaises, européennes et mondiales, etc.

Les modifications pourront notamment porter sur :

- l'évolution des formules définies au CCTP : ajout, adaptation ou suppression en lien avec les besoins de FEI ;
- l'extension ou la réduction des horaires des prestations en lien avec les évolutions internes à FEI ;
- l'ajout de transmission de statistiques notamment en lien avec les évolutions réglementaires ;
- la modification de la clause de révision de prix en raison de la disparition de l'indice de révision de prix ;
- la révision des prix induite par de nouvelles obligations pesant sur le titulaire ; les obligations devaient être imprévisibles et extérieures au titulaire au moment de la réponse à l'appel d'offres. Elles doivent également être devenues indispensables en cours de marché notamment en cas de nouvelles contraintes ou de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires. Le titulaire sera en charge d'apporter la preuve correspondante ;
- les adaptations rendues nécessaires par des difficultés techniques apparues en cours d'exécution ;
- la prolongation de la durée du marché dans le cas d'un aléa imprévisible au moment du lancement de la procédure.

Ces modifications seront formalisées à travers un écrit. Elles s'inscrivent en cohérence avec l'offre initiale fournie.

Elles pourront être sans incidence financière, tout comme avec incidence financière (à la hausse ou à la baisse).

19.2 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique ;
- justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence.

Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

ARTICLE 20 - SUSPENSION DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

En cas de confinement dû à une pandémie ou tout autre évènement exceptionnel affectant l'exécution du marché, le Directeur général de FEI pourra suspendre l'exécution du présent marché et des éventuels bons de commande en cours d'exécution.

Cette suspension prendra la forme d'un ordre de service signé par l'acheteur. La reprise du marché fera l'objet d'un nouvel ordre de service dans les conditions précitées.

La suspension sera sans incidence sur la durée du marché prévue à l'article 4 du présent document sauf accord de l'acheteur et conformément aux règles de la commande publique.

ARTICLE 21 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 22 – MONNAIE

L'unité monétaire relative au marché est l'euro.

ARTICLE 23 – LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal administratif de Cergy Pontoise est compétent.

ARTICLE 24 – INSTANCE CHARGÉE DES RECOURS

Tribunal administratif de Cergy Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil

BP 30322

95027 Cergy-Pontoise cedex

Téléphone : 01 30 17 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Articles du CCAP	Article du CCAG-FCS auquel il fait dérogation	Commentaires – objet de la dérogation
11.2	10.2.4	La révision des prix s'effectue en prenant en compte la date limite de remise des offres.
14	30.1	L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de sept jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.
16	14.1	L'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités.

		<p>Le titulaire encourt sans mise en demeure les pénalités.</p> <p>Le titulaire est exonéré des pénalités pour un montant inférieur à 1000€.</p> <p>Toutes les pénalités sont forfaitaires et cumulables.</p>
10	3.7.2	<p>Le titulaire ne dispose pas de quinze jours pour procéder à des observations.</p>